

Israël est aux prises avec son « moment Suez »



[Source : lesakerfrancophone.fr]

[Illustration : Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avec des soldats nouvellement incorporés. Israël, 16 avril 2024]

Par M. K. Bhadrakumar – Le 18 avril 2024 – Source Indian punchline

L'initiative diplomatique des États-Unis visant à publier une déclaration commune condamnant l'Iran pour son « *attaque contre l'État d'Israël* » s'est soldée par un fiasco, car elle n'a pratiquement pas trouvé preneur en dehors du bloc des nations occidentales.

C'est un coup dur pour l'amour-propre américain. Le coup le plus dur est que la Turquie, une importante puissance de l'OTAN et de l'Asie occidentale, que le président Biden courtise personnellement ces derniers temps, a refusé de signer la déclaration commune.

Les huit transfuges de la majorité mondiale qui se sont pliés au diktat américain sont deux francs-tireurs d'Amérique latine et de la région eurasiennne, la Corée du Sud et trois pays insulaires du Pacifique.

L'ensemble de l'Afrique, de l'Asie occidentale, de l'Asie centrale, de l'Asie du Sud et de la région de l'ANASE ont refusé de s'associer à l'initiative américaine ! Bien entendu, aucun pays musulman n'a voulu signer cette déclaration commune.

Cela raconte l'histoire humiliante de l'isolement des États-Unis à l'ONU. La communauté internationale comprend parfaitement l'hypocrisie et le fameux double langage qui caractérisent la diplomatie américaine. Dans le monde multipolaire qui se dessine, cette prise de conscience se traduira inévitablement par la propension de la majorité mondiale à faire du tri.

L'essentiel est que l'Iran n'a pas attaqué Israël. L'Iran a au contraire riposté à une attaque flagrante d'Israël contre sa souveraineté, en violation du droit international et de la Charte des Nations unies, ce qui équivaut à un acte de guerre.

Plus important encore, les représailles de l'Iran se sont limitées aux cibles

militaires israéliennes impliquées dans l'attaque de Damas le 1er avril et visaient manifestement à démontrer sa capacité de dissuasion à l'avenir afin de décourager Israël de poursuivre l'escalade – tout en veillant à éviter les pertes civiles.

Téhéran a rendu publique la raison d'être de son action contre Israël et en a informé les puissances mondiales bien à l'avance, y compris, ironiquement, l'administration Biden, en sachant pertinemment que les États-Unis alerteraient Israël.

Par conséquent, l'explication la plus charitable que l'on puisse donner à cette démarche idiote de l'administration Biden pour susciter une condamnation internationale de l'Iran est que le président Biden est en mauvaise position pour sa campagne électorale aux États-Unis et qu'il n'est nulle part pour voir l'Iran percer l'aura d'invincibilité de l'État juif, ancrée dans les prouesses militaires américaines.

La grande question est de savoir comment le Premier ministre Benjamin Netanyahu considérera l'initiative de Biden et, plus important encore, la tentative désespérée des États-Unis de bloquer la demande d'un État palestinien au Conseil de sécurité de l'ONU sans opposer leur veto. En fait, ignorant la déclaration commune publiée à New York, il a proclamé depuis Tel-Aviv qu'Israël avait son propre esprit et qu'il prendrait ses propres décisions dans son intérêt, quels que soient les conseils de ses alliés ou de ses amis. Il s'agit d'une pique à peine déguisée, alors même que les représentants des nations chrétiennes d'Europe se sont rendus en Israël ces derniers jours pour appuyer les tentatives américaines d'apaiser Netanyahu.

Apparemment, Netanyahu a affirmé, en présence du ministre britannique des affaires étrangères David Cameron et de la ministre allemande des affaires étrangères Annalena Baerbock à Tel Aviv, qu'Israël grimperait effectivement l'échelle de l'escalade – en montrant le majeur aux deux hommes politiques en visite qui, d'un autre côté, se pliaient en quatre pour montrer leur solidarité avec Israël alors qu'il est confronté à l'heure de vérité. Qu'est-ce qui se cache derrière une telle audace téméraire de la part de Netanyahu ?

Il est clair que Netanyahu, combattant expérimenté dans la jungle sombre et vicieuse de la politique israélienne, danse sur plusieurs airs. Tout d'abord, il s'adresse à la galerie intérieure pour apaiser les sentiments faucons de l'opinion publique, en particulier les ultra-nationalistes de sa coalition.

Cameron et Baerbock auraient tous deux exhorté Netanyahu à faire preuve de retenue, en l'avertissant que toute nouvelle hostilité directe contre l'Iran pourrait déclencher une guerre régionale. Mais les deux dignitaires en visite ont aussi reconnu publiquement le droit d'Israël à prendre ses propres décisions. Pour sa part, Netanyahu a également expliqué que toute riposte israélienne à la riposte de Téhéran du 13 avril serait exécutée « *d'une manière à la fois intelligente et sévère, et qui contribue le moins possible à l'escalade de ce conflit* ».

Jouer avec les mots est facile pour le vétéran de la politique britannique, mais ce qui rend les paroles de Cameron poignantes, c'est que la Grande-Bretagne doit également réaliser qu'il pourrait bien s'agir du « *moment Suez* » d'Israël dans la politique de l'Asie de l'Ouest.

En 1956, lors de la crise dite de Suez, lorsque le Royaume-Uni, la France et Israël ont envahi l'Égypte pour prendre le contrôle du canal de Suez, Washington, consterné par le fait que des opérations militaires avaient commencé à son insu, a fait pression sur le Fonds monétaire international pour qu'il refuse toute aide financière à la Grande-Bretagne, ce qui a contraint Londres à accepter à contrecœur un cessez-le-feu proposé par les Nations unies et à se retirer.

En fait, les historiens ont estimé par la suite que la mésaventure britannique, qui consistait à se battre au-dessus de son poids, n'avait fait que souligner le déclin du Royaume-Uni et le confirmer dans son statut de puissance mondiale de second rang.

Bien sûr, Biden n'est pas Dwight Eisenhower. Mais le voyage de Cameron en Asie occidentale à ce moment précis de l'histoire ravive la mémoire. Et son avertissement ne sonnera pas creux aux oreilles de Netanyahou.

Quoi qu'il en soit, le *Times of Israel* a rapporté plus tôt dans la journée, citant la télévision israélienne, que « *Netanyahou a mis de côté les plans de représailles préparés à l'avance contre les tirs de barrage de l'Iran du week-end* », après s'être entretenu avec Biden. La chaîne publique Kan a cité une source haut placée : « *La réponse ne sera plus celle qui était prévue, les sensibilités diplomatiques l'ont emporté. Il y aura une réponse, mais il semble qu'elle sera différente de ce qui était prévu* ». La télévision a noté que ce commentaire indiquait probablement une réponse israélienne plus faible que celle qui avait été approuvée.

Le cœur du problème est que Téhéran a envoyé un message fort selon lequel il dispose d'une formidable capacité stratégique en réserve pour attaquer directement Israël. En réalité, la propagande occidentale/israélienne selon laquelle presque tous les projectiles tirés sur Israël ont été interceptés et « *qu'il y a eu peu de dégâts* », bla, bla, n'est pas pertinente.

Les décideurs israéliens sont des réalistes à la tête dure qui savent que leur pays n'est pas en mesure d'affronter l'Iran seul – à moins que Biden n'ordonne l'intervention directe des États-Unis dans la guerre qui s'ensuivrait. C'est vraiment le « *moment Suez* » d'Israël.

Israël a absolument besoin d'une nouvelle réflexion pour éteindre les « *anneaux de feu* » allumés par feu le général iranien Qassem Soleimani, qui se rapprochent de lui et qui sont endémiques à la nouvelle ère des guerres hybrides. L'Ukraine est sur le point d'apprendre cette leçon amère, mais trop tard.

Ce n'est pas une coïncidence si le président iranien Ebrahim Raisi a appelé

hier le président russe Vladimir Poutine pour lui faire savoir, selon le communiqué du Kremlin, que les « *actions de Téhéran avaient été forcées et limitées* ». Dans le même temps, il a souligné que Téhéran n'était pas intéressé par une nouvelle escalade des tensions.

Le communiqué souligne :

« *Le conflit israélo-palestinien non résolu est à l'origine des développements actuels au Moyen-Orient. Les présidents ont confirmé la position de principe de la Russie et de l'Iran en faveur d'un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, de l'atténuation de la grave situation humanitaire et de la création des conditions d'un règlement politique et diplomatique de la crise* ».

C'est là que se trouvent les germes d'une nouvelle pensée, à condition qu'il y ait des preneurs parmi les dirigeants israéliens. La Russie peut être utile, si l'on en croit les signaux émis par Moscou ces derniers jours.

En bref, l'appel de Raisi à Poutine, mercredi, faisait suite à une conversation téléphonique entre le ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov et le ministre iranien Hossein Amir-Abdollahian (à l'initiative de la partie iranienne) le dimanche précédent, qui avait elle-même été précédée, la veille, par une discussion téléphonique entre le secrétaire du Conseil de sécurité russe Nikolay Patrushev et le chef du Conseil de sécurité nationale israélien Tzachi Hanegbi.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a depuis lors attiré l'attention sur ces échanges « *constructifs* » en cours sur les tensions accrues dans la situation en Asie occidentale.

M. K. Bhadrakumar

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour le Saker Francophone.